Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 9 août 2016

n° 19188

Un projet du Service roumain de renseignements contesté par quatre ONG roumaines
Interview de l'Ambassadeur de France en Roumanie pour la revue mensuelle Transilvania Business
Sondage IRES : 77% des interviewés voteraient pour le maintien de la Roumanie dans l'UE

Quatre ONG roumaines contestent un projet du Service roumain de renseignements. La presse rend compte de l'annonce faite hier par l'association pour la défense des droits de l'Homme en Roumanie (APADOR-CH), qui a transmis une lettre ouverte à plusieurs institutions roumaines et européennes, demandant l'annulation d'un projet du Service roumain de renseignements (SRI), financé par des fonds européens, censé mettre en pratique un système informatique d'intégration et d'exploitation de grands volumes de données. Cette lettre ouverte a également été signée par trois autres organisations non-gouvernementales roumaines, à savoir ActiveWatch, l'association pour la Technologie et l'Internet (ApTI) et le Centre de ressources juridiques.
Selon APADOR-CH, le projet du SRI, dénommé « SII Analytics », concerne l'achat de logiciels et matériels informatiques pour un montant de 25 millions d'euros. Les quatre ONG soutiennent que ce projet, « véritable système informatique du type Big Brother… qui transgresse sérieusement les droits fondamentaux », serait destiné « à la surveillance de la population en masse, sans aucune mesure de protection des droits citoyens » (*Realitatea.net*).
De son côté, Dragoş Tudorache, chef de la chancellerie du Premier ministre, qui assure également les fonctions de ministre des Communications intérimaire, a affirmé que le service roumain des renseignements (SRI) avait respecté toutes les procédures légales nécessaires à la mise en pratique de ce projet (*Digi24*).
En réplique, dans un communiqué de presse, le SRI a souligné que ce projet se proposait « de rendre plus rapides et efficaces les activités internes des institutions publiques bénéficiaires, chargées de prévenir et de lutter contre le terrorisme, le crime organisé, la corruption et l'évasion fiscale » et que le but de ce système n'était pas « la collecte de nouvelles données ou l'élargissement de la base de données des institutions (*Agerpres*).

Interview de M. François Saint-Paul pour Transilvania Business. Dans une interview publiée dans la revue mensuelle *Transilvania Business*, l'Ambassadeur de France en Roumanie, M. François Saint-Paul, analyse l'état actuel des relations économiques entre la Roumanie et la France, rappelant la volonté de la communauté française d'affaires de s'investir à long terme en Roumanie, la Chambre de commerce et d'industrie française (CCIFER) étant un élément « absolument essentiel de la présence économique française en Roumanie ».
L'Ambassadeur de France a également salué la qualité des investissements français en Roumanie, grâce aux « marques françaises mondialement connues, qui véhiculent une image de savoir-faire, d'expérience et surtout de sérieux », la France étant perçue comme « un pays industriellement fort et comme un vrai partenaire économique », ce qui représente un « facteur important pour le succès des marques françaises et franco-roumaines ».
Par ailleurs, M. François Saint-Paul a encouragé « les entrepreneurs roumains à continuer à développer leurs affaires à l'étranger », soulignant que « les jeunes entrepreneurs sont source d'innovation et de dynamisme pour toute l'économie roumaine ».
Pour sa part, dans une interview parue dans la même revue, M. Pierre Moussy, chef du service économique à l'Ambassade de France en Roumanie, a salué les relations économiques entre la France et la Roumanie, « fortes et dynamiques », qui se traduisent par

« une présence économique française dense, un bon niveau des investissements directs, et par de nombreux échanges commerciaux ». (*Transilvania Business*)

Sondage IRES. Selon un sondage réalisé par l'institut IRES, 77% des Roumains sont favorables au maintien de la Roumanie dans l'Union européenne, en cas d'un référendum sur ce sujet. Seulement 14% des sondés voteraient contre, 6% ne se présenteraient pas au vote, tandis que 2% seraient indécis. Le sondage indique également que les Roumains ne croient pas au Brexit, 54% des interviewés soutenant que la Grande Bretagne ne quittera pas l'Union européenne, en dépit du résultat du référendum du 23 juin, contre 39% qui soutiennent le contraire. Selon le même sondage, 69% des interviewés pensent que la Roumanie a plus à gagner grâce à son appartenance à l'Union européenne et 90% pensent que la Roumanie devrait jouer un rôle plus actif dans la relance du projet européen. Le sondage a été réalisé pendant la période du 13 au 15 juillet, sur un échantillon de 1.160 personnes. (*Agerpres*)

Reportage diffusé par la chaîne Sky News. L'Inspectorat général de la police roumaine (IGPR) informe avoir déclenché des vérifications suite à la diffusion d'un reportage sur la rencontre entre deux présumés trafiquants d'armes roumains et une équipe de journalistes britanniques. L'IGPR précise également que les armes à feu présentées dans le reportage filmé sont des armes de chasse, détenues légalement en Roumanie par les membres des associations de chasseurs, des collectionneurs ou par le personnel de l'administration forestière. Par ailleurs, la police roumaine informe que jusqu'à présent, il n'y a aucune preuve certifiant que ces armes seraient de contrebande (*Mediafax*).

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- « L'accord international sur le climat conclu à Paris pourrait entrer en vigueur dès cette année » (*Curierul national*)

- Orange a ouvert sa troisième boutique *Smart store* à Bucarest (*Ziarul financiar*)

- « Les Français de Faurecia cherchent à recruter 100 personnes pour l'usine inaugurée à Budesti, à 6 km de Râmnicu Vâlcea » (*Ziarul financiar*)

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie